

Avant-propos

La République d'Haïti fait face à des défis de développement complexes et multidimensionnels, tant environnementaux, politiques, sociaux qu'économiques, qui grèvent le bon fonctionnement de la gouvernance publique et entravent la réalisation des objectifs de l'administration haïtienne. En réponse à ces défis et face aux disparités régionales aiguës et persistantes, l'administration haïtienne poursuit un programme de réforme vaste et inclusif qui comprend le Plan Stratégique de Développement d'Haïti (PSDH), le Programme de Modernisation de l'État 2018-2023 (PME-2023) et la Stratégie de Réforme des Finances Publiques (SRFP). Ces documents reflètent la détermination du gouvernement à poursuivre un programme robuste de réforme de la gouvernance publique, ainsi que d'atteindre des objectifs clairs et ambitieux en termes de développement social et économique. Les buts de cette réforme visent à rapprocher le pays du statut d'économie émergente, à renforcer l'État de droit, à encourager une société plus solidaire et plus inclusive, et enfin à rénover et moderniser la gouvernance publique.

C'est dans ce contexte que l'OCDE intervient auprès de l'administration haïtienne à l'aide d'un Examen de la Gouvernance Publique (ci-après « l'Examen ») ayant pour objectif de présenter un diagnostic multidimensionnel de la gouvernance publique en Haïti. Cet Examen structuré autour de problématiques de la gouvernance publique identifiées en collaboration avec le gouvernement, est accompagné par des recommandations formulées dans le but de soutenir le pays dans la réalisation de ses objectifs prioritaires de réforme. Ancré dans une volonté de continuité et de cohérence avec les initiatives existantes, il représente donc une opportunité privilégiée pour consolider les réformes effectuées dans le passé et proposer de nouvelles actions, permettant à Haïti de réaliser sa vision stratégique à long terme de promouvoir une croissance économique inclusive et durable pour tous ses citoyens. Les recommandations formulées par l'OCDE ont également vocation à fournir au gouvernement des orientations et des outils d'analyse en vue de la sélection, la coordination et l'évaluation des projets proposés dans le cadre de l'appui international.

À cet égard, l'Examen recommande à Haïti de poursuivre un programme complet de réforme de la gouvernance publique, en ligne avec les objectifs du Programme de Modernisation de l'État 2018-2023 et du Plan Stratégique de Développement d'Haïti, afin de rendre le processus de décision plus stratégique à l'échelle de l'ensemble du gouvernement et de renforcer la capacité de l'administration publique et du centre de gouvernement dans les domaines suivants : la coordination menée par le centre de gouvernement; la prise de décision basée sur les faits et données probantes; la gouvernance multi-niveaux; la gestion stratégique de la fonction publique; et le gouvernement ouvert et la gestion stratégique de la communication publique.

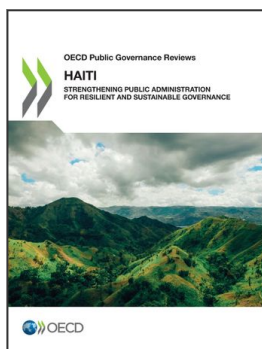
En outre, l'Examen propose un ensemble de recommandations, dont la mise en œuvre dépend en partie de la volonté politique nationale et de la stabilité des conditions politiques et socio-économiques. Cet Examen formule par conséquent des recommandations qui doivent être intégrées dans le cadre d'un processus de réforme régulier et continu, à travers l'ensemble du gouvernement et de l'administration haïtienne. Par ailleurs, au vue de la pandémie de la COVID-19, ainsi que des évènements sécuritaires et politiques actuels, l'Examen recommande l'extension de la période de mise en œuvre du Programme de

Modernisation de l'État au-delà de l'horizon 2023, afin de pouvoir garantir le succès des réformes de la gouvernance publique.

Ce rapport fait partie d'une série d'examens de la gouvernance publique réalisés par l'OCDE dans des pays membres et non membres de l'organisation. Il a été mené sous l'égide du Comité de la Gouvernance Publique de l'OCDE, avec le soutien de la division des Examens de la Gouvernance Publique et des Partenariats. Cet Examen a été mené en collaboration avec l'Office de Management et des Ressources Humaines, un organe stratégique de la Primature de la République d'Haïti. Il se fonde sur les éléments fournis par le gouvernement de la République d'Haïti, y compris les réponses documentées à un questionnaire de l'OCDE spécifique au projet; deux rapports de contexte produits par des experts locaux; deux missions d'enquête et une mission de finalisation réalisées à distance compte tenu des conditions sanitaires et de sécurité qui ont réuni des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales; ainsi que les expertises de pairs issus de la France, du Maroc, du Sénégal, de la Société Européenne d'Évaluation et de la Tunisie.

Ce rapport est rendu possible grâce au soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de ce rapport est la responsabilité de l'OCDE et ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

La rédaction de ce rapport et les activités d'enquête entreprises dans le cadre de ce projet ont été effectuées de février 2019 à juin 2021. Le rapport a été approuvé et déclassifié par le Comité de la gouvernance publique par procédure écrite le 08 juillet 2021. Il a été préparé pour la publication par le Secrétariat.



Extrait de :

OECD Public Governance Reviews: Haiti

Strengthening Public Administration for Resilient and Sustainable Governance

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/dfd5f806-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2021), « Avant-propos », dans *OECD Public Governance Reviews: Haiti : Strengthening Public Administration for Resilient and Sustainable Governance*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/1ac47a44-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.